

*résister, même au stade actuel de notre organisation et de notre équipement. »*

Sur le plan diplomatique les grandes puissances (États-Unis et URSS en tête) soutiennent Israël. L'opinion publique mondiale connaît désormais le drame des survivants des camps de la mort. L'Agence juive plaide avec brio sa cause s'appuyant sur l'histoire, la Bible, le génocide en Europe, les réalisations économiques juives en Palestine. *A contrario* le Haut Comité arabe ne fait aucun effort pour expliquer la situation des Palestiniens en particulier aux membres de l'Unscop. Les États de la Ligue arabe ne font pas davantage preuve de souplesse et de pédagogie. Les interlocuteurs de ces deux structures ne peuvent comprendre qu'il s'agit d'autochtones aux prises avec une colonisation pas encore en recul dans le reste du monde.

### **Troisième mythe : les Palestiniens ont quitté leurs foyers sur ordre des dirigeants arabes**

Un rapport des services de renseignements israéliens cité par Benny Morris note : « *au moins 55 % du total de l'exode ont été causés par nos opérations* », auxquelles s'ajoutent les opérations de l'Irgoun et du Lehi qui ont directement causé environ 15 % de l'émigration. En y ajoutant les ordres directs d'expulsion et des formes de guerre psychologique on arrive à 73 % de départs directement provoqués par les Israéliens. Dans 22 % de cas, le rapport met en cause les « peurs » et la « crise de confiance » répandues dans la population palestinienne.

« *Il n'existe pas de preuve attestant, écrit-il, que les États arabes et le Haut Comité arabe souhaitaient un exode de masse ou qu'ils aient publié une directive générale ou des appels invitant les Palestiniens à fuir leurs foyers (même si, dans certaines zones, les habitants de villages spécifiques ont reçu de commandants arabes ou du HCA l'ordre de partir, essentiellement pour des raisons stratégiques).* » Quant aux fameuses exhortations qu'auraient diffusées les radios arabes, on sait depuis l'étude de leurs programmes enregistrés par la BBC qu'il s'agit d'inventions pures et simples.

Certes, dans les semaines suivant le plan de partage, il y eut 70 000 à 80 000 départs volontaires de Palestiniens, pour

l'essentiel des propriétaires terriens aisés et des membres de la bourgeoisie urbaine. Mais après ? Le même rapport des services de renseignement de la Hagana, daté du 30 juin 1948, estime à 391 000 le nombre de Palestiniens ayant déjà quitté le territoire alors aux mains d'Israël. Quant aux appels arabes locaux à la fuite, ils n'entrent en ligne de compte que dans 5 % des cas. Comme le soulignait Benny Morris, les archives réfutent formellement cette thèse.

L'exemple de Jaffa illustre bien la situation générale : l'Irgoun, considère cette ville où vivent entre 70 000 et 80 000 Palestiniens comme un « cancer » au cœur du futur État israélien. Après une semaine de bombardements intenses et de combats acharnés il n'en reste plus que 4 000 à 5 000.

Au total, les estimations les plus sérieuses considèrent que 750 000 à 800 000 Palestiniens sont expulsés du territoire qui sera celui de l'État d'Israël. Les expulsions durent jusqu'à la mi 1949 et concernent même des villages qui collaboraient pourtant avec les autorités juives depuis 1937. Pour 1948, 615 localités palestiniennes sont détruites (26 localités juives). Dès les expulsions réalisées, les destructions ou réoccupations par des familles juives prennent le relais sous l'impulsion de Yosef Weitz directeur du Fonds national juif qui déclarait dès 1940 « *Il doit être clair qu'il n'y a pas d'espace dans le pays pour deux peuples...* ». Il y a donc eu un véritable transfert et de fait « nettoyage ethnique » pour reprendre le titre d'Ilan Pappé. La controverse sur la nature du « plan Dalet : plan d'expulsion ou plan militaire » n'est peut-être pas si essentielle. Cette expulsion s'adapte parfaitement au fait que fondamentalement et depuis longtemps les sionistes n'envisagent pas la formation d'un État juif où les juifs seraient minoritaires. L'interdiction, faite aux Palestiniens d'un retour possible dans leurs foyers confirme qu'il s'agissait d'une orientation politique, contraire aux décisions de l'ONU, pas toujours exprimée pour des raisons diplomatiques évidentes, mais inscrite très profondément dans les esprits des dirigeants juifs. La poursuite constante de cette politique jusqu'à nos jours confirme ce constat. En fin de compte, en 1949, Israël occupe 78 % du territoire de la Palestine mandataire et la population palestinienne du nouvel état est réduite à 160 000 individus pour 1 000 000 de Juifs. ■